

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/21

21 juillet 1995

(95-2105)

---

Comité des sauvegardes

Original: français

## QUESTIONS CONCERNANT LA NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR LE COSTA RICA AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Déléation permanente de la Communauté européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, reçue le 14 juillet 1995.

### Législation du Costa Rica relative aux mesures de sauvegarde Questions de la Communauté européenne

La législation que le Costa Rica a notifiée au Comité des sauvegardes soulève de la part de la Communauté européenne les questions suivantes:

#### A. EN VOIE PRELIMINAIRE

La législation notifiée par le Costa Rica pose le problème des relations entre les organismes de l'Accord centro-américain (Conseil, Secrétariat permanent, Direction générale) et les Etats membres de l'Accord et leurs autorités nationales.

En particulier, ni le mécanisme selon lequel les décisions sont prises en matière de sauvegarde, ni les modalités d'application des mesures éventuellement décidées ne font l'objet d'une disposition explicite et claire dans l'Accord.

La Communauté européenne demande donc au Costa Rica de lui fournir des informations détaillées à ce sujet.

#### B. PARTIES INTERESSEES

Le Costa Rica peut-il indiquer les modalités selon lesquelles les parties intéressées peuvent prendre connaissance des renseignements fournis dans le cadre de l'enquête et exprimer leur avis à ce sujet?

Selon la législation notifiée, les représentants des pays tiers peuvent-ils, eux aussi, accéder à ces informations?

./.

C. MISE EN OEUVRE DES MESURES DE SAUVEGARDE

L'article 50 de l'Accord centro-américain stipule que les mesures de sauvegarde doivent être mises en oeuvre en conformité avec la "législation interne".

Le Costa Rica peut-il donner à la Communauté européenne des informations détaillées à cet égard?

D. DUREE MAXIMALE DES MESURES

L'article 51 a), b) et c) de l'Accord centro-américain concernant la durée des mesures de sauvegarde n'indique pas quelle pourra être la durée maximale de ces mesures.

Le Costa Rica peut-il fournir des renseignements à ce sujet ainsi que sur les conditions de prorogation de telles mesures?

E. MESURES ADOPTEES PAR LES ETATS MEMBRES DE L'ACCORD

L'article 51 a) de l'Accord centro-américain indique que les mesures de sauvegarde sont adoptées sans préjudice des mesures adoptées par les Etats membres sur la base de leur législation nationale.

Le Costa Rica peut-il fournir à la Communauté européenne des informations détaillées sur de telles mesures et sur leurs modalités d'application?

F. PAUSE ENTRE DEUX MESURES DE SAUVEGARDE

La législation du Costa Rica ne contient pas de dispositions relatives à l'intervalle de temps qui doit passer entre deux mesures de sauvegarde.

Le Costa Rica peut-il expliquer cette omission?